

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

IP/C/M/10

25 novembre 1996

(96-4986)

---

**Conseil des aspects des droits de propriété  
intellectuelle qui touchent au commerce**

## COMPTE RENDU DE LA REUNION

Tenue au Centre William Rappard  
le 5 novembre 1996

Président: M. l'Ambassadeur W. Armstrong (Nouvelle-Zélande)

### Sommaire

- A. Adoption du rapport (1996) du Conseil
- B. Autres questions
- A. Adoption du rapport (1996) du Conseil
  - 1. Le Président s'est référé au projet de rapport du Conseil reproduit dans le document n° 5992 du 1er novembre 1996 et a proposé que le Conseil adopte *ad referendum* le texte en question avec les deux modifications ci-après:
    - au paragraphe 1, remplacer "1er novembre 1996" par "5 novembre 1996"; et
    - remplacer le paragraphe 34 par le texte suivant:

"34. Les Membres réaffirment en outre leur attachement au programme de travail implicite convenu pendant le Cycle d'Uruguay au sujet des ADPIC, y compris les délais spécifiés dans les dispositions pertinentes, et s'engagent à entreprendre, selon qu'il sera approprié et en temps opportun, des analyses et des échanges d'informations pour permettre aux Membres d'avoir une meilleure compréhension préalable des questions en jeu, sans préjudice du calendrier ou du champ des examens ou des négociations envisagés dans le programme de travail implicite. S'agissant des indications géographiques, le Conseil est convenu que l'examen de l'application des dispositions de la section concernant les indications géographiques prévu à l'article 24:2 prendrait la forme indiquée au paragraphe 27 ci-dessus, ce qui donne aux délégations la possibilité de présenter des communications sur la question du champ d'application, et qu'il engagerait en 1997 les travaux préliminaires sur les questions en rapport avec les négociations concernant l'établissement d'un système multilatéral de notification et d'enregistrement des indications géographiques pour les vins, prévues à l'article 23:4 de l'Accord sur les ADPIC. Ces travaux préliminaires porteront aussi sur des questions en rapport avec l'établissement d'un système de notification et d'enregistrement pour les spiritueux. Tous les travaux mentionnés ci-dessus seront effectués sans préjudice des droits et obligations résultant pour les Membres de l'Accord sur les ADPIC, et en particulier des dispositions spécifiques du programme de travail implicite concernant les ADPIC."

2. Le représentant du Chili a dit que sa délégation était disposée à se joindre au consensus sur le paragraphe 34 figurant dans le document n° 5992, avec les modifications indiquées par le Président, à la condition que les communications des délégations en rapport avec la question du champ d'application des dispositions relatives aux indications géographiques, dont il était fait mention dans ce paragraphe, soient présentées et que les analyses et les échanges d'informations qui y étaient également mentionnés soient réalisés dans le cadre des responsabilités qui incombaient au Conseil de ménager aux Membres la possibilité de procéder à des consultations sur les questions concernant les aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchaient au commerce, conformément aux dispositions de l'article 68 de l'Accord sur les ADPIC.

3. Le représentant de l'Inde a indiqué que sa délégation était en mesure de se joindre au consensus concernant le paragraphe 34 du rapport tel que le Président l'avait cité. Sa délégation estimait que les travaux préliminaires relatifs aux dispositions de l'article 23:4 étaient prévus à l'article 24:2. Comme convenu à la réunion de septembre du Conseil, elle présenterait ses propres communications au Conseil en temps voulu, conformément à ce qu'elle considérait être le champ d'application des dispositions de la section concernant les indications géographiques qui traitaient d'une protection additionnelle. La question du champ d'application relevait de la décision du Conseil sur ce point, dont il était fait mention dans le paragraphe 27 du rapport.

4. Le représentant de la République tchèque a dit que sa délégation était disposée à se joindre au consensus sur le rapport du Conseil des ADPIC, à la condition que le paragraphe 34 soit considéré dans le contexte plus vaste qui avait été envisagé lors des négociations du Cycle d'Uruguay sur cette question, ainsi qu'il ressortait des articles 22, 23 et 24 de l'Accord sur les ADPIC. S'agissant de l'examen de l'application des dispositions de la section concernant les indications géographiques, qui était prévu à l'article 24:2, il a souligné que, pour atteindre et réaliser les objectifs de cette section, il fallait, pour ce qui concernait les produits visés, élargir la portée et l'application de l'article 23 qui étaient actuellement limitées et qui se bornaient aux vins et spiritueux. La délégation de l'intervenant considérait le paragraphe 34 comme une clause évolutive qui laissait une plus grande flexibilité pour traiter d'autres produits qu'il conviendrait d'inclure à un stade ultérieur.

5. La représentante de l'Australie a indiqué que si elle était en mesure demain de confirmer que sa délégation était disposée à s'associer à d'autres délégations pour accepter d'adopter le rapport, ce serait à la condition que rien dans le paragraphe 34 ne contraigne, de quelque manière que ce soit, une délégation à entreprendre des travaux qui sortent du cadre défini dans les paragraphes pertinents relatifs au programme de travail implicite prévu dans l'Accord sur les ADPIC.

6. La représentante de la Nouvelle-Zélande a déclaré que sa délégation, dans le même esprit que le Chili et l'Australie, interprétait de la même manière la base sur laquelle on s'était entendu sur le paragraphe 34 du rapport du Conseil.

7. Le représentant du Mexique a indiqué que sa délégation était favorable à un accroissement de la protection des indications géographiques, non seulement pour les vins, mais aussi pour les spiritueux, et considérait que, même si différentes dispositions du programme de travail implicite prévu dans l'Accord sur les ADPIC entraient en ligne de compte, l'une et l'autre catégories de produits pourraient bénéficier d'une plus grande protection grâce à un système de notification et d'enregistrement, qui, en dernière analyse, serait favorable aux consommateurs.

8. Le Conseil a pris note de ces déclarations.

9. Le Président a proposé que le Conseil prenne note des déclarations qui avaient été faites et adopte son rapport *ad referendum*. Si aucune objection n'avait été reçue au 6 novembre 1996, à

11 heures, le rapport serait transmis au Conseil général tel qu'il avait été adopté par le Conseil des ADPIC.

10. Le Conseil en est ainsi convenu.

11. Le Président a déclaré qu'il croyait comprendre que le paragraphe 34 n'affectait le droit d'aucun Membre, sous réserve du règlement intérieur du Conseil, de demander qu'une question en rapport avec le programme de travail implicite concernant les ADPIC soit inscrite à l'ordre du jour de n'importe quelle réunion du Conseil ou de communiquer à tout moment des documents analytiques, factuels ou autres ayant trait à cette question.

12. Le Conseil a pris note de cette déclaration.

13. Le représentant du Maroc a dit que la déclaration du Président concernant le paragraphe 34 du rapport du Conseil ne saurait en aucun cas limiter les droits et obligations de son pays au titre de l'Accord sur l'OMC et de l'Accord sur les ADPIC et ne saurait non plus limiter le droit de sa délégation de prendre position sur toute question concernant le programme de travail implicite qui pourrait être soulevée au Conseil des ADPIC.

14. Le Conseil a pris note de cette déclaration.

15. Le Président a remercié les Etats Membres pour le travail considérable qu'ils avaient fourni, pour leur persévérance ainsi que pour leur attitude constructive et leur volonté de rester engagés dans ce qui n'avait pas été un processus facile.

B. Autres questions

16. Le Président a appelé l'attention des délégations sur les dates provisoires qui avaient été réservées pour les réunions du Conseil des ADPIC en 1997 et qui seraient communiquées à tous les Membres dans le cadre d'un calendrier général des réunions futures. Les dates provisoires étaient les suivantes: 26 février, 26 au 30 mai, 15 juillet, 30 septembre et 24 au 28 novembre.